



## Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

### Semaine du 18 mars 2024

#### EN RÉSUMÉ

Au cours de cette semaine, l'actualité dans le domaine de la santé a été marquée par plusieurs sujets majeurs, parmi lesquels figurent :

- **Fin de vie**, mise en place d'une commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi concernant l'accompagnement des personnes en phase terminale de leur vie.
- **Loi grand âge**, neuf présidents de groupes parlementaires réclament une loi sur le grand âge à Gabriel ATTAL.
- **Accès aux soins**, mise en place d'une commission parlementaire chargée d'étudier l'accès aux soins dans les déserts médicaux.
- **Harmonisation des salaires**, Stanislas GUERINI annonce l'harmonisation des rémunérations des cadres hospitaliers.
- **Carte Vitale**, le Premier ministre souhaite la fusion de la carte vitale et d'identité.
- **Finances publiques**, Bruno LE MAIRE souhaite une révision des dépenses sociales, tandis que F. VALLETOUX désire mettre à jour la liste des ALD.

#### Nominations

**Le professeur Pierre WOLKENSTEIN**, professeur des universités-praticien hospitalier, chef du service dermatologie aux HU Henri Mondor, et doyen de la faculté de santé de l'Université Paris- Est Créteil, rejoint le cabinet de M. Frédéric VALLETOUX, ministre délégué chargé de la Santé et de la Prévention, comme conseiller médical, enseignement supérieur et recherche.

**Mme Christèle GAUTIER**, inspectrice de la jeunesse et des sports, conseillère chargée du renforcement des soins palliatifs, de la fin de vie et de la santé populationnelle au cabinet de M. Frédéric VALLETOUX, ministre délégué chargé de la Santé et de la Prévention, est nommée parallèlement conseillère chargée du renforcement des soins palliatifs et de la fin de vie au cabinet de Mme Catherine VAUTRIN, ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités.

L'ancienne ministre **Roselyne BACHELOT** présidera le comité d'histoire des administrations chargées de la santé.

**M. Gilles DUTHIL**, premier conseiller de chambre régionale des comptes d'Ile-de-France, jusqu'alors directeur de projet transformation auprès du directeur général de la santé, par ailleurs directeur du think-tank Penser public, a été nommé conseiller référendaire en service extraordinaire à la Cour des comptes et affecté à la 6ème chambre (Sécurité sociale, santé, secteur médico-social).

#### INFOS ET CHIFFRES CLÉS

**Fin de vie** : La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a annoncé la composition d'une commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'accompagnement des malades en fin de vie. Cette commission, regroupant des représentants de divers groupes parlementaires, débutera rapidement le processus législatif. Le projet de loi, déjà soumis au Conseil d'État, sera présenté en Conseil des ministres en avril, puis examiné en profondeur à l'Assemblée nationale en mai.

**Loi Grand Âge** : Neuf présidents de groupes parlementaires ont demandé au Premier ministre un projet de loi sur le grand âge, critiquant le manque d'action du gouvernement malgré ses promesses. L'Assemblée nationale a discuté des conclusions d'une proposition de loi pour le bien-vieillir en France, soulignant le besoin urgent d'une législation spécifique sur le grand âge. La ministre déléguée chargée des Personnes âgées et des Personnes handicapées a salué les progrès réalisés tout en reconnaissant les défis persistants, promettant des discussions pour des mesures législatives appropriées.

**Finance Publique** : Bruno LE MAIRE propose de substituer l'État-providence par un "État protecteur", appelant à réévaluer les dépenses sociales, notamment celles liées au grand âge, tout en assurant un accompagnement digne pour les personnes dans le besoin. Frédéric VALLETOUX, ministre délégué chargé de la Santé, insiste sur le maintien des ALD tout en suggérant une révision de leur liste datant des années 1980 à la lumière des avancées médicales.

**Harmonisation des salaires** : M. Stanislas GUERINI a annoncé l'alignement des rémunérations des cadres hospitaliers et des collectivités sur celles des hauts fonctionnaires d'État, dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique lancée par le Président. Cette mesure, débutée en janvier 2023 pour les hauts fonctionnaires d'État, sera étendue aux directeurs d'hôpitaux et aux administrateurs territoriaux, favorisant ainsi la mobilité professionnelle entre différentes branches de la fonction publique. Un nouveau régime de primes sera également instauré pour les directeurs d'hôpitaux.

**Cartes Vitale** : M. ATTAL considère la fusion entre la carte Vitale et la carte d'identité comme "prioritaire" pour lutter contre la fraude sociale. Malgré les réticences passées, il affirme que tous les ministères sont désormais mobilisés sur ce projet. Cette fusion vise à combattre les fraudes à l'identité et pourrait être rendue compatible avec le projet de dématérialisation de la carte d'identité.

**Accès aux soins** : La Conférence des présidents de l'Assemblée nationale envisage de créer une commission d'enquête sur l'accès aux soins, selon M. Christophe NAEGELEN. Cette commission se penchera sur l'accès aux soins dans les zones reculées, la dégradation des services hospitaliers, et les directives ministérielles sur la répartition des soins. Les travaux pourraient débuter début ou mi-avril, avec pour objectif de fournir des conclusions à l'automne.

**PPL "puffs" / CMP** : La Commission mixte paritaire a finalisé un texte interdisant les "puffs", dispositifs électroniques de vapotage à usage unique. La proposition de loi, adoptée à l'unanimité au Sénat et à l'Assemblée, prévoit une interdiction complète de leur fabrication, vente et offre gratuite, avec une amende maximale de 100 000 euros. La ministre de la Santé, Catherine VAUTRIN, va saisir la Commission européenne pour validation.